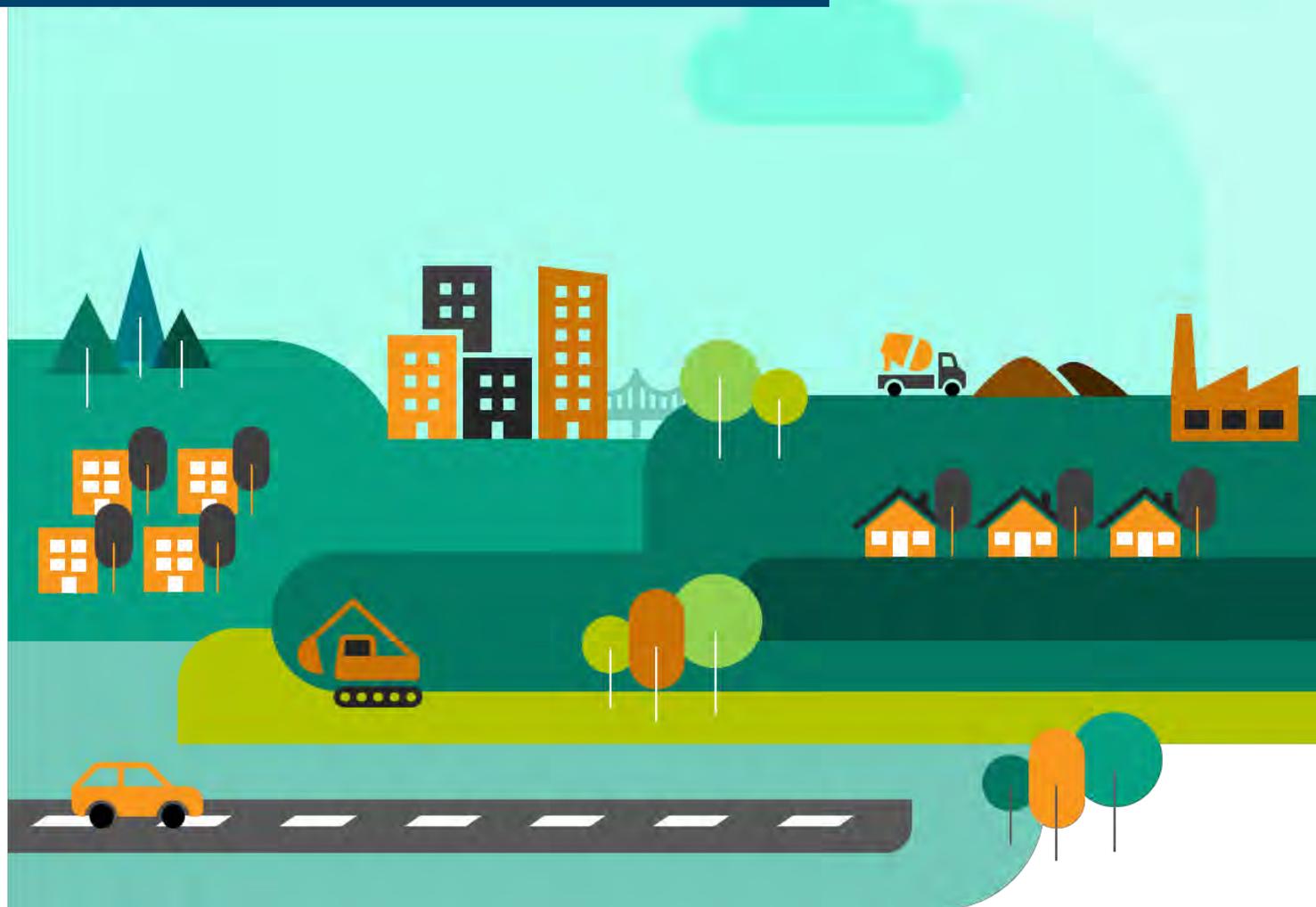


Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIERE CONSTRUCTION



Édition du 04-06-2025

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

			Evol N-1
Autorisations logements	26 000 logts	-1,5%	▼
Mises en chantier logements	21 600 logts	+2,0%	▲
Mise en ventes de logements	5 190 logts	-10,3%	▼
Réservations de logements	5 520 logts	-14,0%	▼
Autorisations locaux	2 495 mill. m ²	+22,1%	▲
Mises en chantier locaux	1 173 mill. m ²	-3,2%	▼
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-1,4%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,6%	▶
Activité cumulée Travaux Publics		-0,6%	▶
BPE	3 001 260 m ³	-7,7%	▼
Granulats	17 480 kt	-8,4%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 680 AO	-3,3%	▼
Montant Appels Offre publiés	7,5 Md€	-3,3%	▼
Salariés	120 311 sal.	-2,3%	▼
Intérimaires	11 212 ETP	-4,0%	▼
Dem. d'emplois	21 500 DEFM	+7,6%	▲
Défaillances	1 560 ent.	+19,1%	▲

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin avril 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin avril 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin mars 2025
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2025 comparé au 1er trim. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2025 comparé au 1er trim. 2024 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin fév. 2025
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin fév. 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin avril 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin fév. 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 1er trim. 2025
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 4e trim. 2024



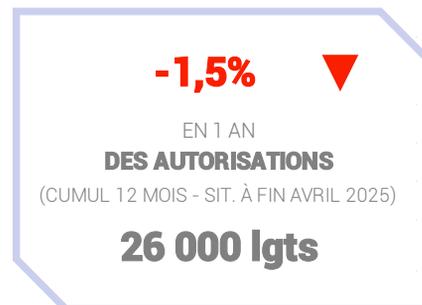
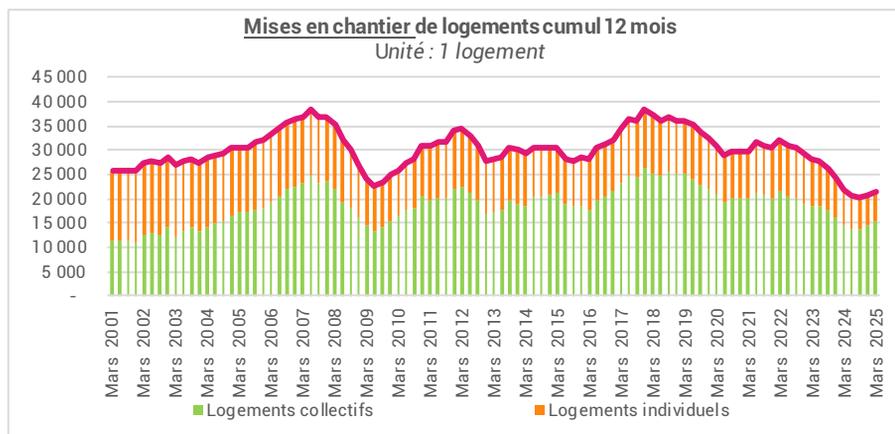
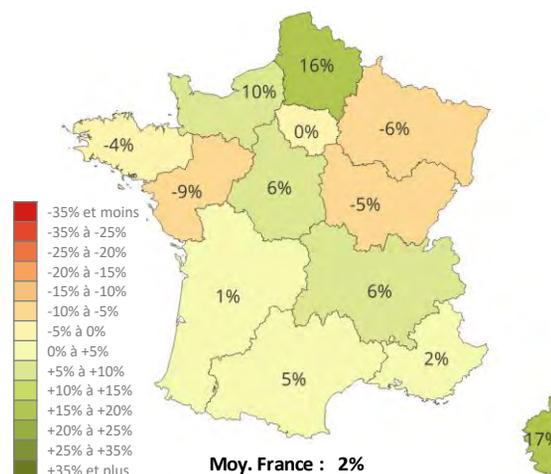
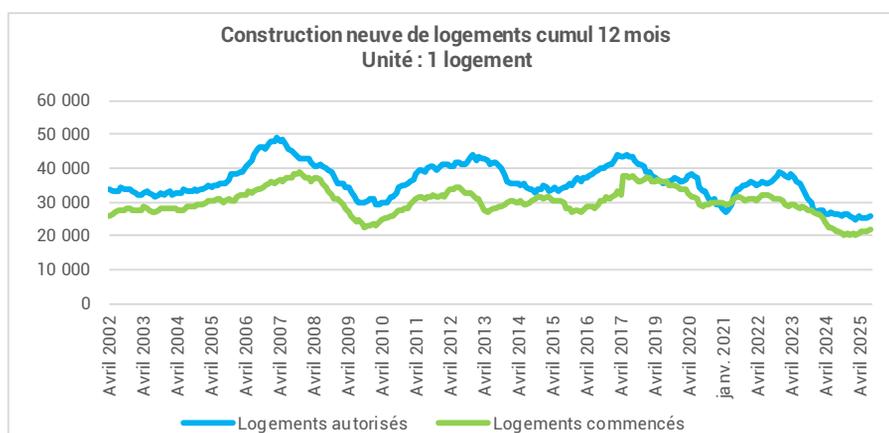


Construction de logements neufs

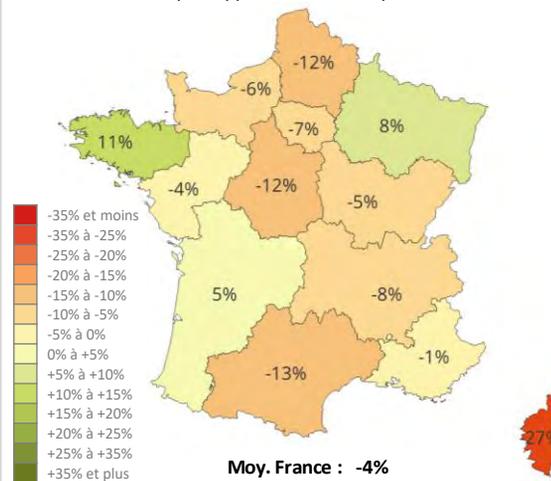
La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin avril 2025 Evol 1 an		
Total logements commencés	21 600 lgts	+2,0%	▲
Dont individuels purs	3 900 lgts	-19,9%	▼
Dont individuels groupés	2 300 lgts	+3,5%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	15 400 lgts	+9,4%	▲
Total logements autorisés	26 000 lgts	-1,5%	▼
Dont individuels purs	4 400 lgts	-13,6%	▼
Dont individuels groupés	2 600 lgts	-3,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	19 000 lgts	+2,3%	▲



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin avril 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin avril 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

Après une année 2024 ralentie, les mises en chantier des logements semblent repartir en ce début d'année 2025 : les quatre premiers mois (en cumul 12 mois à fin avril) présentent une hausse de +2% avec 21 600 logements commencés.

Les autorisations ralentissent à fin avril 2025 avec 26 000 logements autorisés sur les 12 mois, soit un recul de -1,5% en un an. Les permis accordés pour des logements collectifs soutiennent le marché avec 19 000 logements autorisés. Le logement individuel pur reste nettement en retrait (-13,6% en glissement annuel).

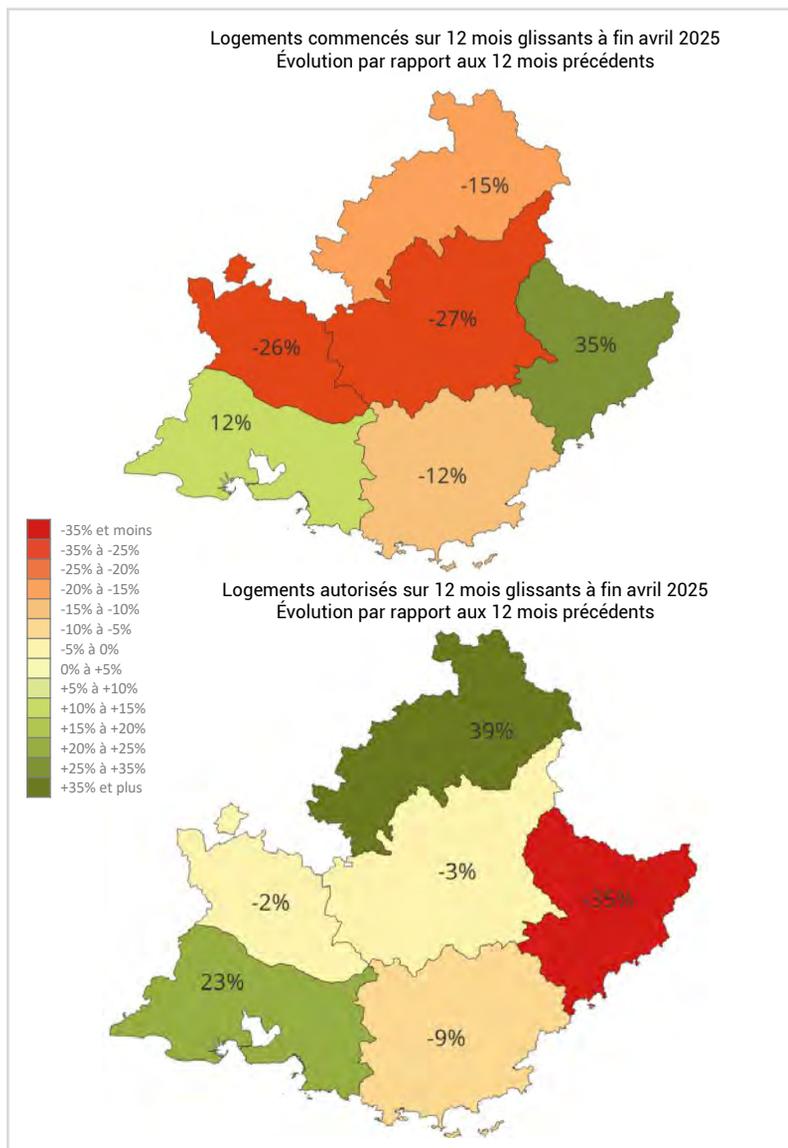
Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



Construction de logements neufs



Après une stabilité sur l'année 2024 le marché du logement neuf dans les **Alpes-de-Haute-Provence** marque une chute en ce début d'année 2025 : -27% de volume de logements commencés et -3% de logements autorisés.

Le marché du logement neuf des **Hautes-Alpes**, qui a connu une année 2024 difficile, continue d'afficher une baisse des logements commencés (-15%), mais les logements autorisés semblent repartir : +39%, sur les 12 derniers mois.

Dans les **Alpes-Maritimes**, tout comme en fin d'année 2024, le marché présente une progression des volumes de logements commencés (+35%), mais un ralentissement des logements autorisés (-35%).

À fin avril 2025, le marché dans les **Bouches-du-Rhône** poursuit sa reprise : +12% de logements commencés et +23% de logements autorisés.

Le **Var** continue d'afficher des indicateurs dans le rouge sur les douze derniers mois (-12% de logements commencés et -9% de logements autorisés), et aucun marché ne semble encore avoir enrayer la chute.

Idem en **Vaucluse**, où les mises en chantier s'affichent en nette baisse sur un an (-26%) alors que les autorisations semblent être soutenues par le collectif et l'individuel groupé, permettant un ralentissement de la chute à -2%.

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



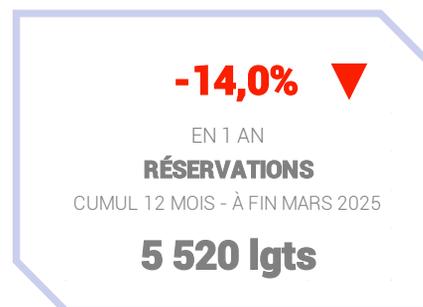
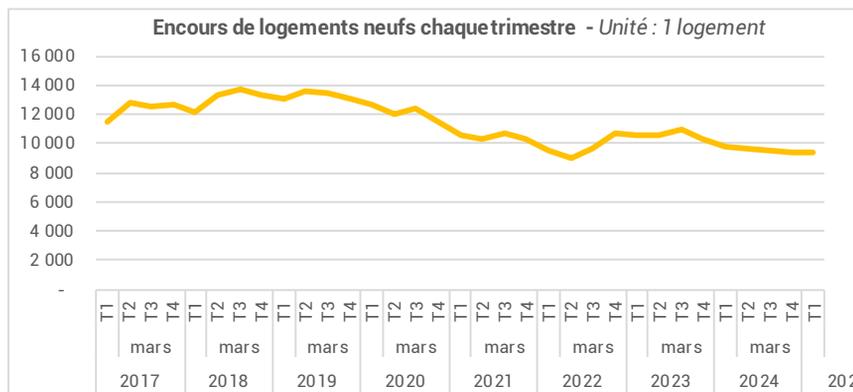
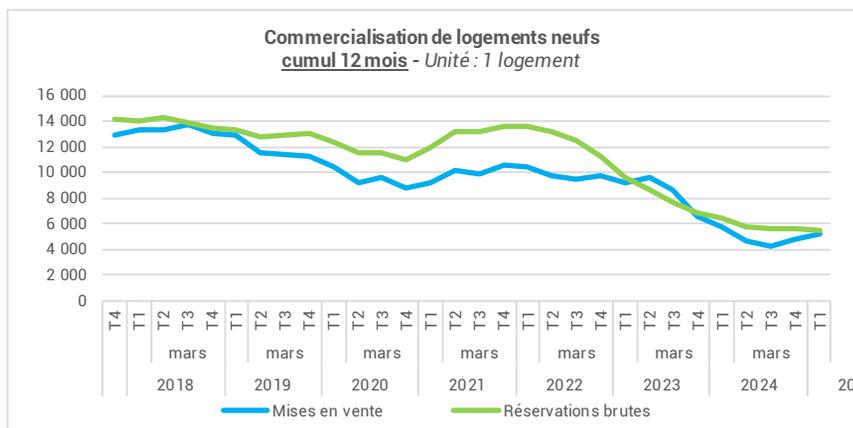
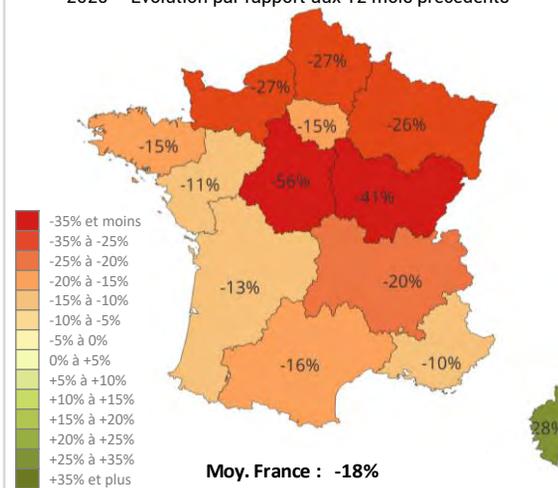


Commercialisation de logements neufs

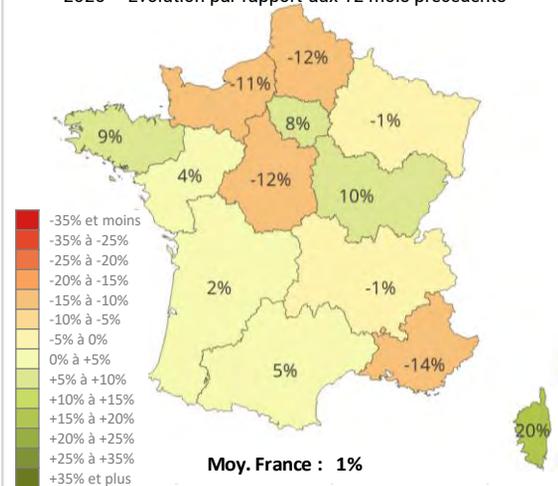
La commercialisation de logements neufs aux particuliers	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 190 lgts	-10,3%	▼
Dont collectifs	4 930 lgts	-9,5%	▼
Dont individuels	260 lgts	-22,2%	▼
Réservations	5 520 lgts	-14,0%	▼
Dont collectifs	5 200 lgts	-14,5%	▼
Dont individuels	320 lgts	-3,3%	▼
Vente en bloc	6 127 lgts	+5,8%	▲



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin mars 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin mars 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Au cours de 12 dernier mois, le volume de logements commercialisés a fortement diminué, que ce soit dans le collectif ou l'individuel (-10,3% au global). Mais si on regarde en détail les deux derniers trimestres, on note que les mises en vente repartent légèrement après avoir atteint le niveau le plus bas jamais observé dans l'historique.

Les réservations continuent de ralentir : à fin mars, sur 12 mois, on enregistrait 5 520 réservations. C'est le niveau le plus bas jamais atteint au regard de l'historique (-14% au global), dans le collectif comme dans l'individuel. Les ventes en bloc, avec 6 127 logements, progressent quant à elles de +5,8% sur la même période.

Cette baisse des mises en vente a permis aux promoteurs de vider leurs stocks de logements disponibles, avec 9 360 logements encore disponibles, soit -4,6% en un an.

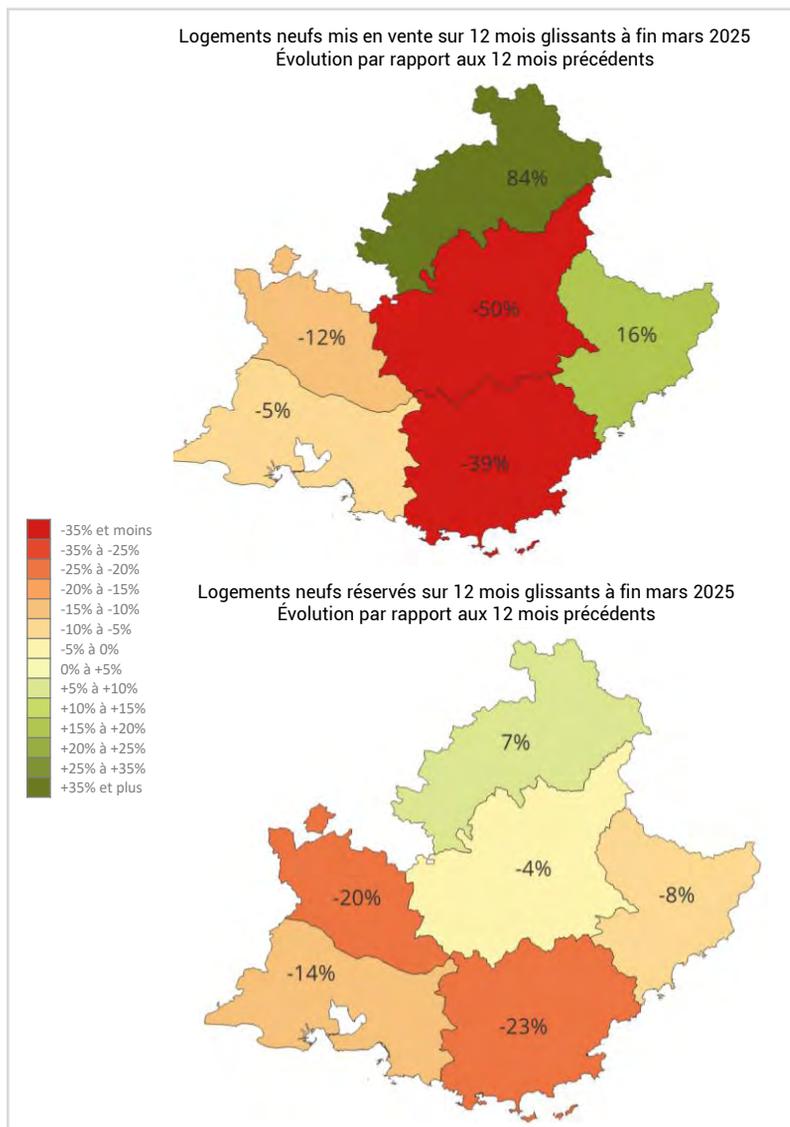
Sources :

SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques



Commercialisation de logements neufs



À fin mars 2025 en cumul sur les douze derniers mois, le département des **Hautes-Alpes** a enregistré un regain de +84% des mises en vente. Le département a retrouvé son niveau de longue période avec près de 390 nouveaux logements. Les réservations suivent la même tendance puisqu'elles augmentent de +7% mais restent inférieures de -20% à la moyenne des 7 dernières années avec 300 logements.

Les **Alpes-Maritimes** voient leurs mises en vente progresser de +16% en un an avec 1 390 logements, mais ce volume reste de -42% inférieur au volume moyen des sept années précédentes. Du côté des réservations, près de 1 560 logements ont été réservés, soit -8% sur un an, mais c'est une baisse de -45% comparé à la moyenne longue période.

Les **Bouches-du-Rhône** enregistrent -5% de commercialisations en un an, avec 1 900 logements ; c'est deux fois moins que la moyenne longue. Il en est de même pour les réservations : 2 030 logements soit -14% comparé à l'an passé, et -59% sur la période longue.

En **Vaucluse**, avec 260 logements commercialisés, c'est une chute de -12% qui est observée à fin mars 2025, soit une baisse de -62% comparé aux sept dernières années. Les réservations totalisent 350 logements soit -20% en un an et moitié moins que sur l'historique.

Les **Alpes-de-Haute-Provence** comptent 120 logements à fin mars 2025 en cumul 12 mois ; c'est 50% de moins qu'à la même période l'an passé, qui été particulièrement bonne car c'est une baisse de -12% comparé à l'historique. Les réservations progressent de +7% en un an avec 70 réservations, mais c'est -20% inférieur à la moyenne des sept dernières années.

Le **Var** observe la plus forte chute ce trimestre avec -39% de commercialisations (1 110 nouveaux logements), -57% comparé aux sept dernières années. Et les réservations enregistrent -23% de baisse sur un an avec 1 210 réservations, soit -56% sur la période longue.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)
*Service des données et études statistiques

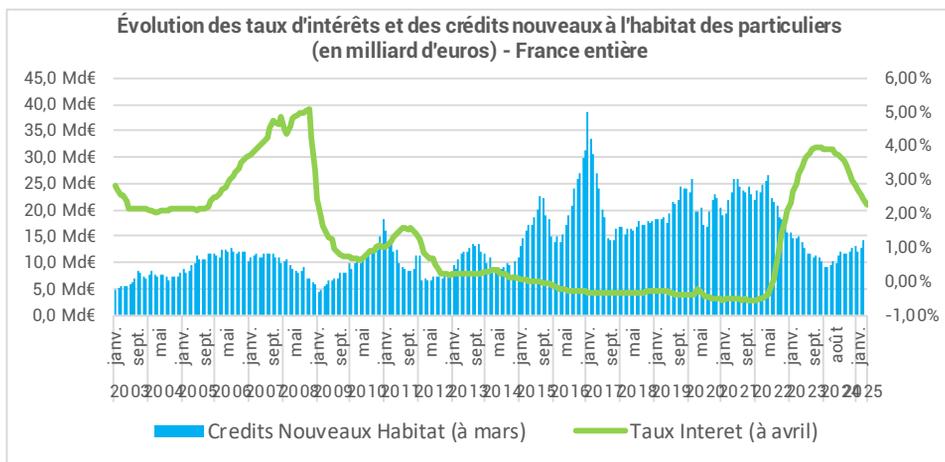




Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€) Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin mars 2025)	39 100 M€	+39,6%	▲
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin avril 2025)	2,248%	-0,19 pt	▼

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La santé du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, sur les trois derniers mois et sur l'ensemble du pays, 39,1 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en hausse de +39,6% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France repart à la hausse depuis le creux de 2023-2024, signe d'une conjoncture qui s'améliore.

La baisse des taux d'intérêts est un des facteurs explicatifs à cette hausse des crédits : à fin avril 2025, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affichait à 2,248%, en baisse de -0,19 points en un mois.

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
	Dans le neuf		
Nombre de prêts délivrés	616	-24,5%	▼
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	1 836	-28,0%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	81	+47,3%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	234	+66,0%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

En lien avec le fort recul des commercialisations de logements neufs, les prêts à taux zéro délivrés dans la région pour l'acquisition de logements neufs ont régressé de -28% sur un an (à fin décembre 2024).

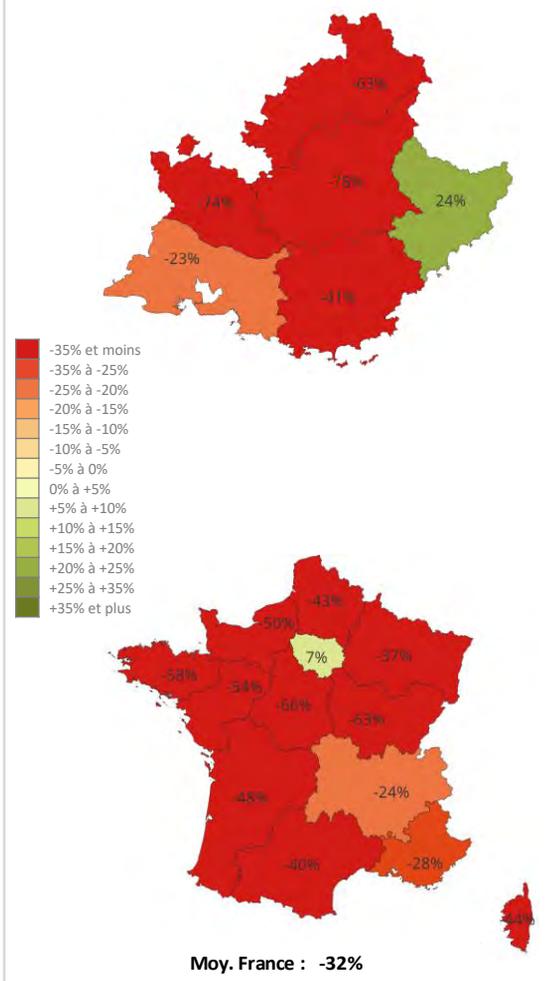
En revanche, les prêts à taux zéro pour l'acquisition de logements anciens ont progressé dans la région sur la période (+66%), signe d'une détente qui s'amorce sur le marché immobilier avec un probable redémarrage des transactions dans l'ancien.



Source :
Banque de France



PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin déc. 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :
SGFGAS (données brutes)

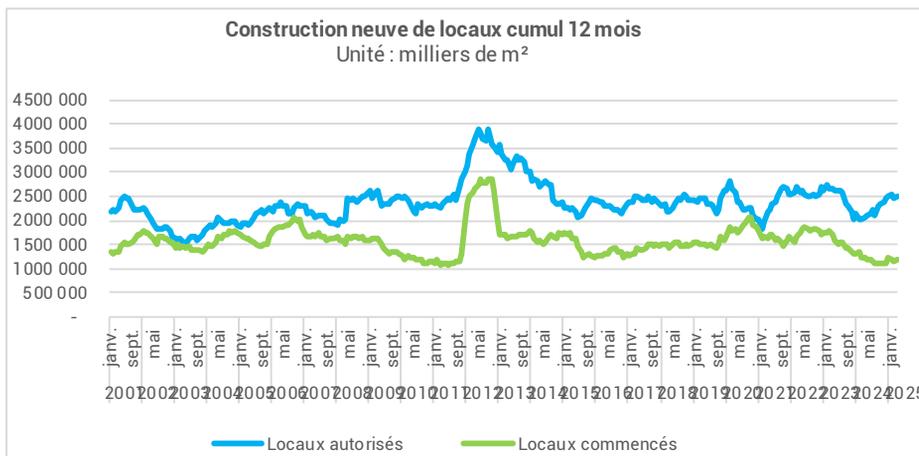




Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin avril 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 173 mill. m²	-3,2%	▼
Bâtiments agricoles	196 mill. m²	-8,1%	▼
Secteur privé non agricole	722 mill. m²	+4,4%	▲
Dont locaux industriels	78 mill. m ²	+55,9%	▲
Dont commerces	148 mill. m ²	+2,7%	▲
Dont bureaux	129 mill. m ²	-25,1%	▼
Dont entrepôts	259 mill. m ²	+17,0%	▲
Dont autres locaux	108 mill. m ²	+3,7%	▲
Secteur public	254 mill. m²	-16,8%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin avril 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 495 mill. m²	+22,1%	▲
Bâtiments agricoles	660 mill. m²	+49,9%	▲
Secteur privé non agricole	1 447 mill. m²	+24,2%	▲
Dont locaux industriels	166 mill. m ²	+78,7%	▲
Dont commerces	299 mill. m ²	+19,2%	▲
Dont bureaux	286 mill. m ²	+4,6%	▲
Dont entrepôts	517 mill. m ²	+39,7%	▲
Dont autres locaux	179 mill. m ²	+0,7%	=
Secteur public	389 mill. m²	-11,5%	▼



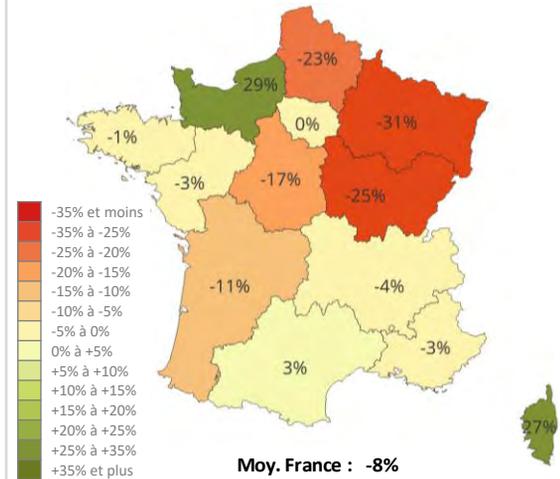
Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le segment non-résidentiel en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en cumul sur douze mois à fin avril 2025, présente une baisse de la surface de locaux neufs mis en chantier de -3,2% par rapport à un an plus tôt. On observe tout de même une reprise du secteur privé non agricole dans son ensemble (hormis le segment des bureaux).

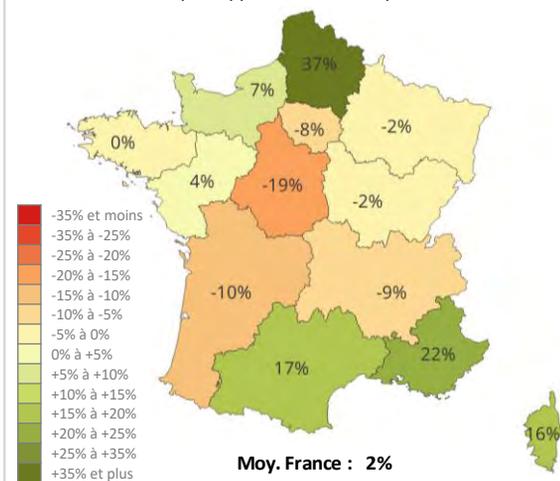
En revanche, le redémarrage des autorisations est net : +22,1% de surface non-résidentielle autorisées sur les douze derniers mois (à fin avril 2025) dans la région par rapport aux douze mois précédents. Tous les segments d'activité affichent une hausse des permis autorisés hormis le secteur public, freiné par le cycle électoral (la dernière année des mandats locaux étant généralement marqué par un ralentissement des projets).



Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin avril 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin avril 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



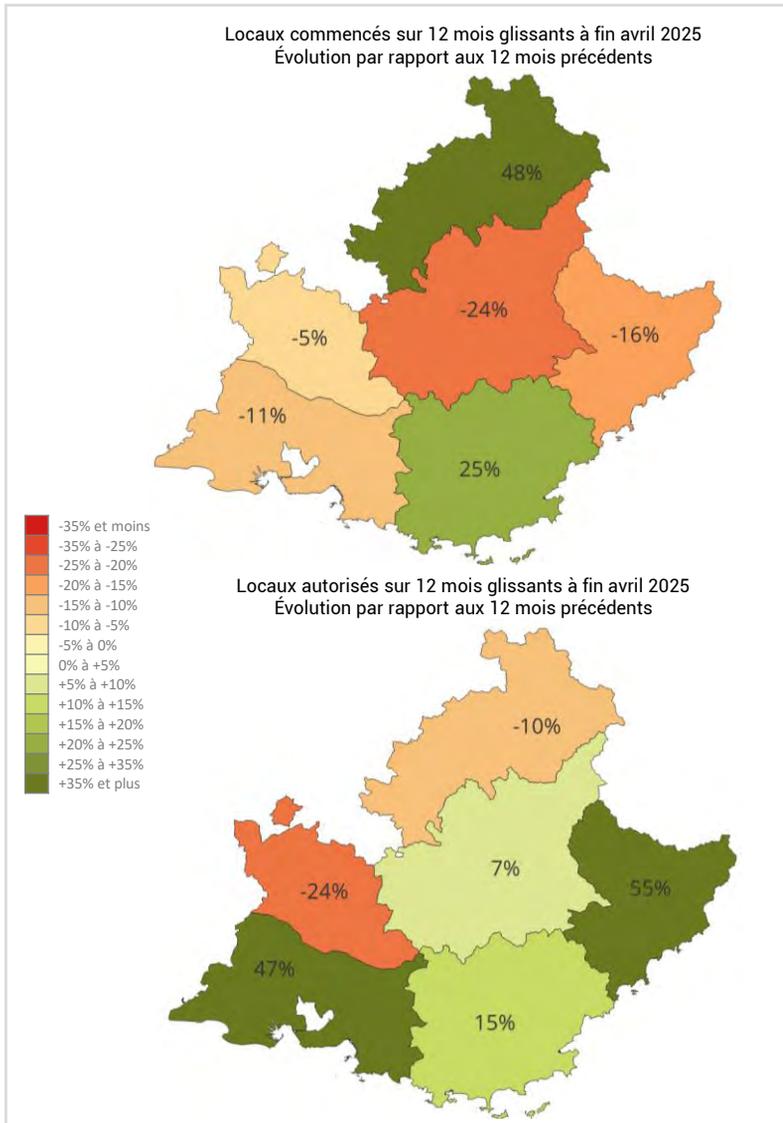
Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



Construction de locaux neufs



Les mises en chantier dans la construction non-résidentielle neuve ralentissent dans tous les départements de la région à l'exception des Hautes-Alpes et du Var.

Les **Alpes-de-Haute-Provence** observent la plus forte chute des mises en chantier de la région : -24% en un an glissant à fin avril. Tous les secteurs sont touchés. Du côté des autorisations, le département, porté par les bâtiments agricoles et le secteur public, présente une hausse de +7% en cumul 12 mois.

Les **Alpes-Maritimes** enregistrent une baisse de -16%, sur 12 mois, des mises en chantier. Certains secteurs aident au maintien du marché, notamment les bâtiments agricoles et le secteur public. Les autorisations à fin avril 2025 progressent fortement : +55%, portées par tous les secteurs à l'exception du secteur public.

À l'image des Alpes-Maritimes, les **Bouches-du-Rhône** chutent de -11% en glissement annuel à fin avril. Seul le secteur privé non agricole (hormis les bureaux) soutient le marché du département. Les autorisations progressent de +47% en un an, portées par tous les secteurs à l'exception du secteur public.

En **Vaucluse**, les mises en chantier ralentissent de -5% en cumul sur 12 mois depuis avril. Le marché est soutenu par les bâtiments agricoles. On observe une forte chute des autorisations sur la même période, où seuls les entrepôts présentent un marché positif.

On note une reprise de l'activité nette dans les **Hautes-Alpes** : +48% de mises en chantier sur les douze derniers mois, portées par l'ensemble des secteurs. Les autorisations quant à elles ralentissent de -10%. Cette baisse est accentuée par le secteur privé non agricole, en particulier par les locaux industriels et les bureaux, ainsi que le secteur public.

L'activité progresse dans le **Var** : +25% du côté des mises en chantier et +15% pour les autorisations sur le cumul 12 mois à fin avril 2025. Toutes deux sont portées par l'ensemble des secteurs à l'exception des bureaux et entrepôts.

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

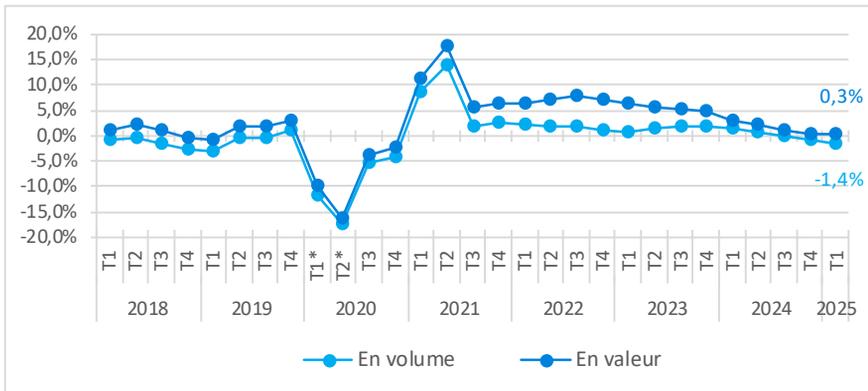




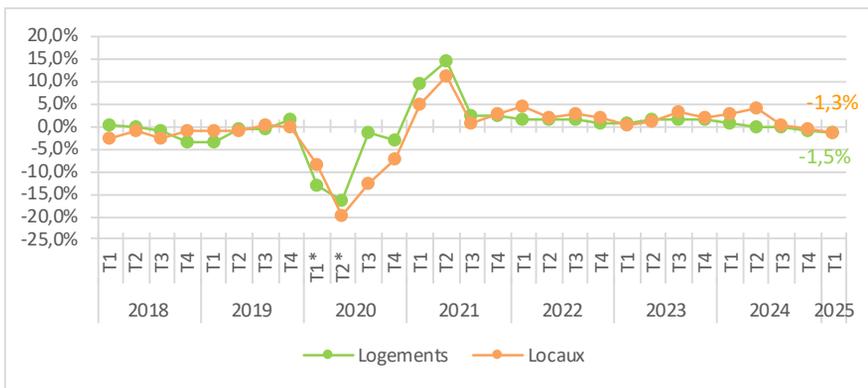
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

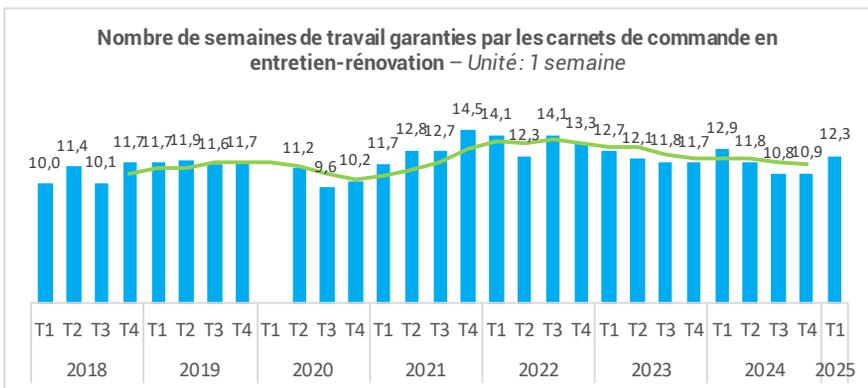
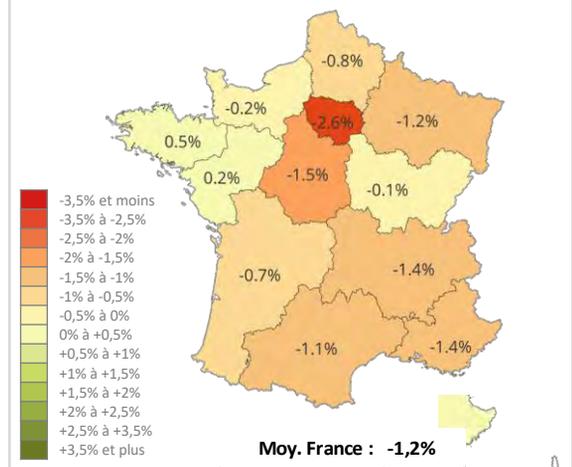


Par segment de marché



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T1 2024 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T1 2025



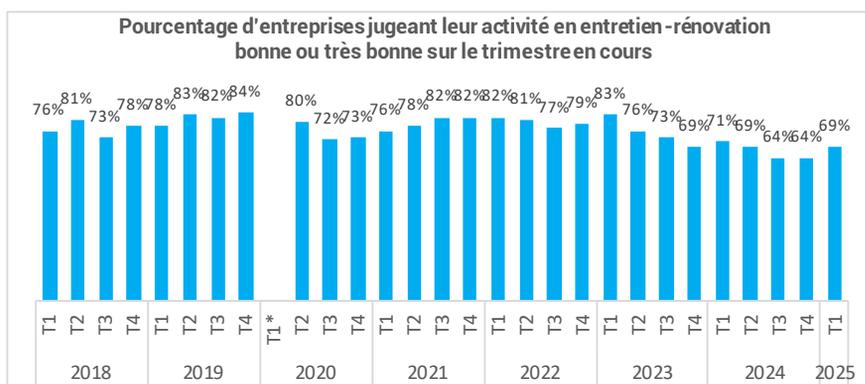
L'activité entretien-rénovation recule de -1,4% en volume de travaux facturés au 1^{er} trimestre 2025 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur, troisième trimestre consécutif de baisse et un niveau de repli qui n'avait plus été observé depuis les confinements Covid.

Léger rayon de soleil dans ce climat morose, les carnets de commande en entretien-rénovation progressent en Provence-Alpes-Côte d'Azur : les entreprises Bâtiment de la région comptabilisent 12,3 semaines de travail garanties à fin mars 2025, en hausse de 1,5 semaines en trois mois et plus haut niveau depuis un an.

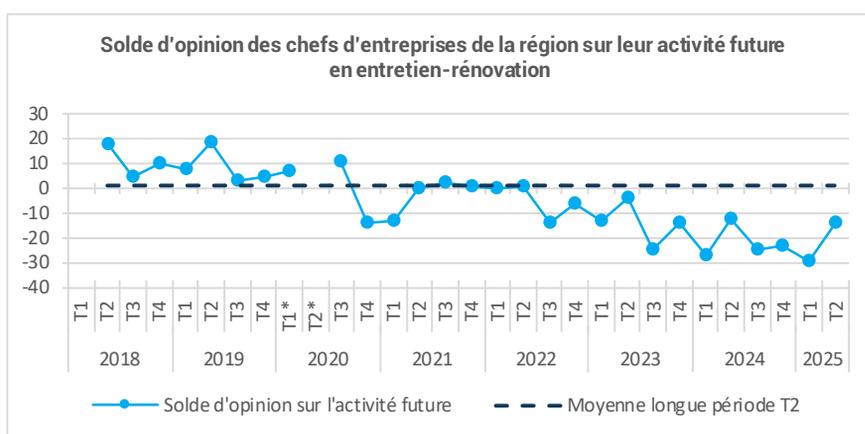
Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation



Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



69%
**DES ENTREPRISES JUGENT LEUR
 ACTIVITÉ EN ENTRETIEN-
 RÉNOVATION BONNE OU TRÈS
 BONNE**
 AU 1ER TRIM. 2025
+5 pts
 EN 1 TRIMESTRE



-14
**SOLDE D'OPINION DES CHEFS
 D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ
 ENTRETIEN-RÉNOVATION DU
 PROCHAIN TRIMESTRE**
 AU 1ER TRIM. 2025
+15 pts
 ÉVOL. 1 TRIM.

Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

69% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 1^{er} trimestre 2025. Malgré un chiffre d'affaires en baisse, le niveau de satisfaction progresse par rapport au trimestre précédent (+5 points). Cette légère embellie est le signe non pas d'une activité au beau fixe mais plutôt d'un niveau conforme aux attentes, voir meilleur (les perspectives d'activité pour ce premier trimestre étaient en effet très négatives lors de l'enquête précédente). On reste ainsi relativement bas au regard de l'historique (-10 points en-dessous de sa moyenne de longue période) et le solde d'opinion se maintient 15 points sous son niveau moyen pour un premier trimestre, signe que la situation économique reste dégradée au 1^{er} trimestre 2025 pour les entreprises Bâtiment de la région.





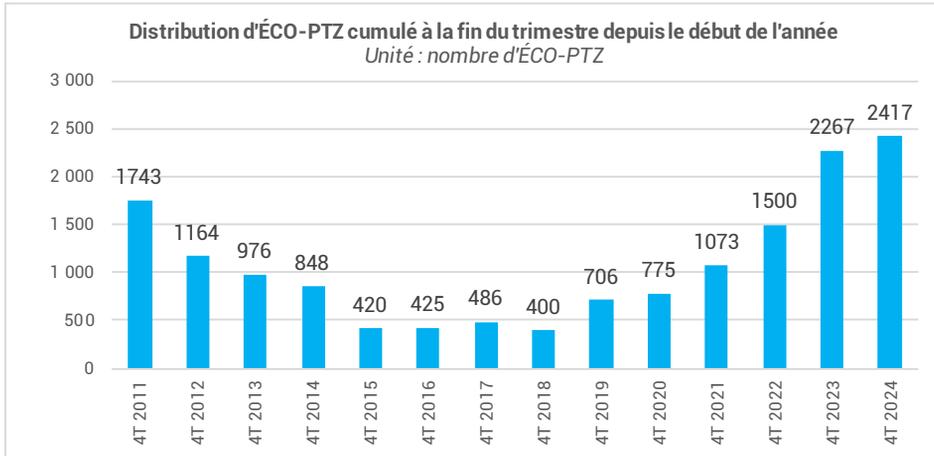
Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	45,77 M€	+9,4%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	2 417 ÉCO-PTZ	+6,6%	▲

+9,4% ▲

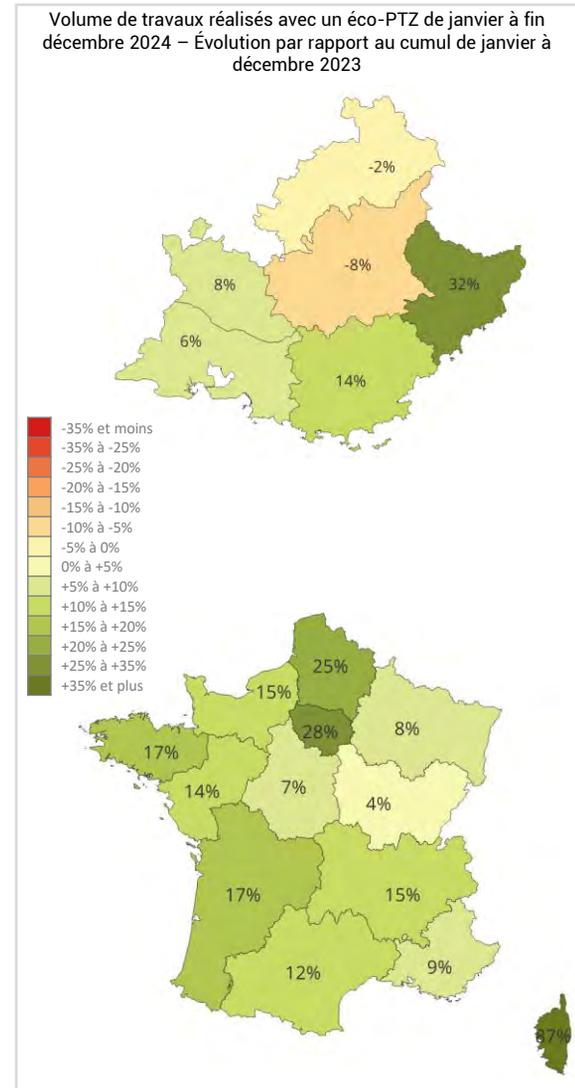
DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

45,77 M€



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : sur l'année 2024, plus de 2 410 prêts ont ainsi été accordés dans la région, ce qui constitue le meilleur bilan depuis le lancement du dispositif en 2010.



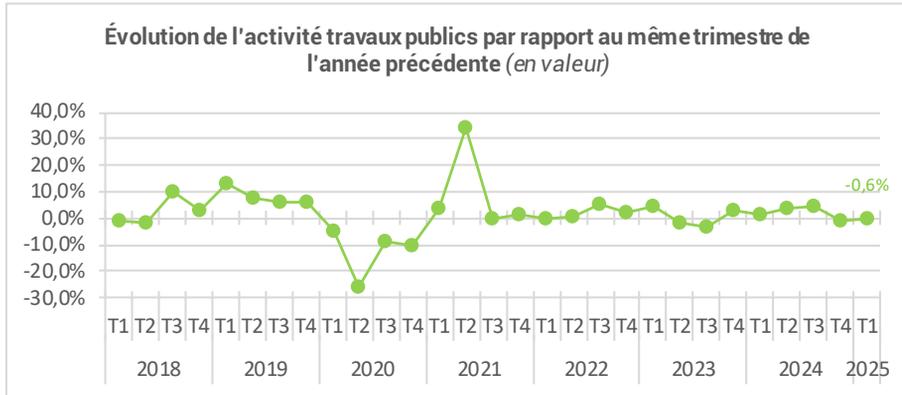
Source : SGFGAS (données brutes)





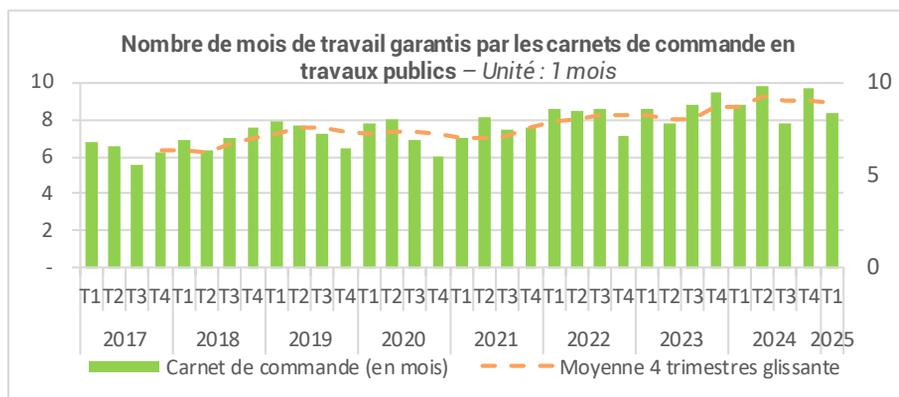
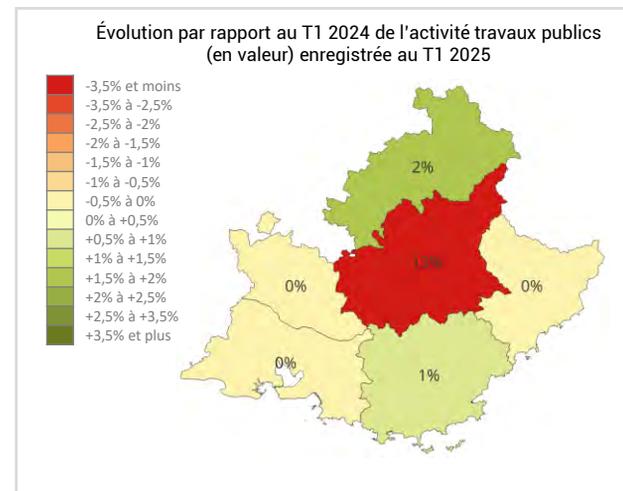
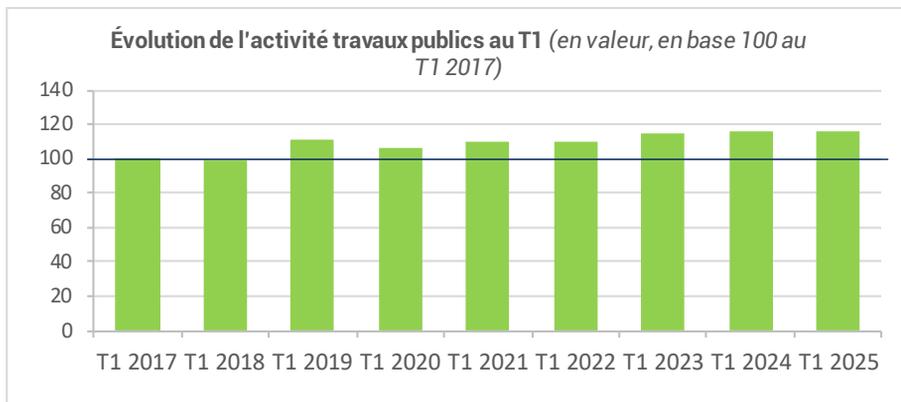
TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics



-0,6% =

EN 1 AN
ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU TRIMESTRE
AU 1ER TRIM. 2025



8,4 mois

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS

À FIN MARS 2025

-0,5 mois =

EN 1 TRIMESTRE

Depuis deux trimestres l'activité Travaux Publics est mal orientée, affichant un léger recul du chiffre d'affaires (en comparaison à un an plus tôt). Ce n'était pas arrivé depuis l'été 2023.

Ce 1^{er} trimestre 2025, la majorité des corps de métier sont dans le positif excepté les Routes et l'Énergie, qui chutent fortement.

Les prises de commande se stabilisent comparé à l'an passé dans la région, avec 8,4 mois de travail garanti à fin mars 2025.

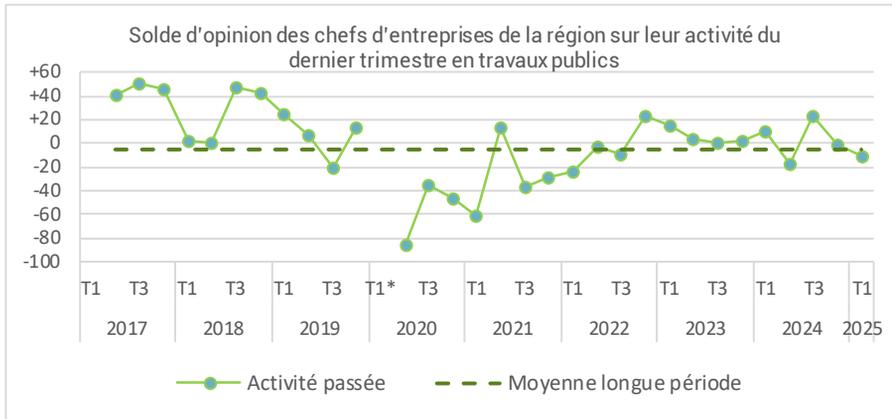
Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA



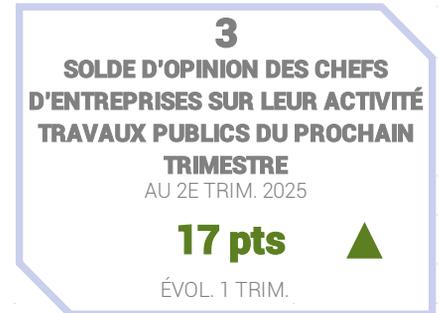
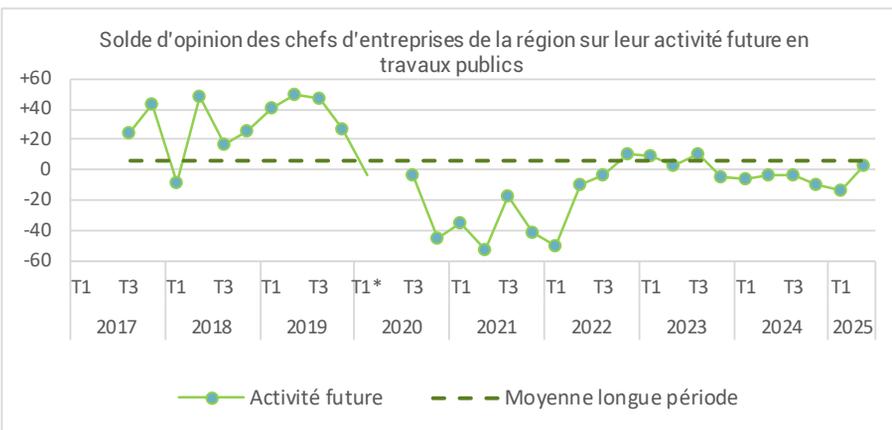
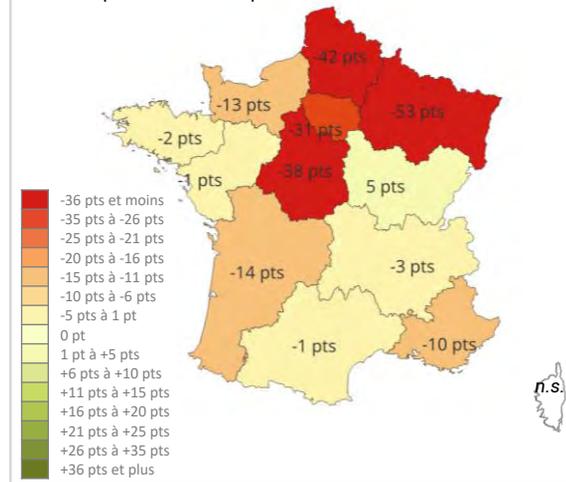


TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises



Évolution par rapport au T4 2024 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T1 2025

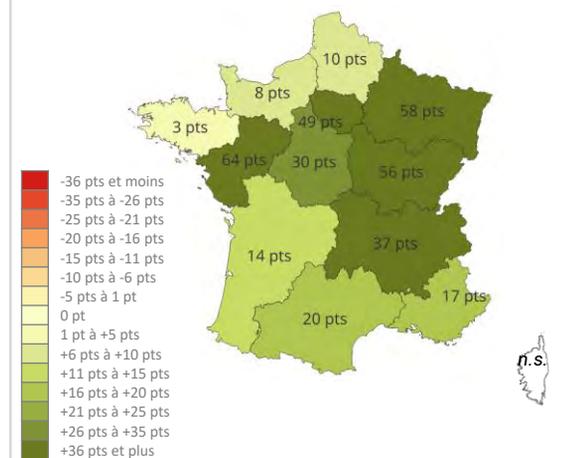


Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTP, seulement 4% des entreprises de Travaux Publics de la région ont enregistré une hausse de leur activité au 1^{er} trimestre 2025 (-5 points en un trimestre) et 15% ont enregistré une baisse (-5 points en un trimestre). Nous avons donc une écrasante majorité d'entreprises (81%) qui ont vu leur chiffre d'affaires rester stable au 1^{er} trimestre 2025. La vision des chefs d'entreprise, pour le 1^{er} trimestre 2025, est négative avec un solde d'opinion à -11 (qui reste -5 points en-dessous de sa moyenne de longue période).

La vision de ces mêmes chefs d'entreprises pour les mois à venir semble, elle, plus positive : +17pts entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre 2025, et se rapproche de la moyenne longue période.

Évolution par rapport au T1 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T2 2025



Source :
 Enquête trimestrielle FNTP/INSEE





TRAVAUX PUBLICS

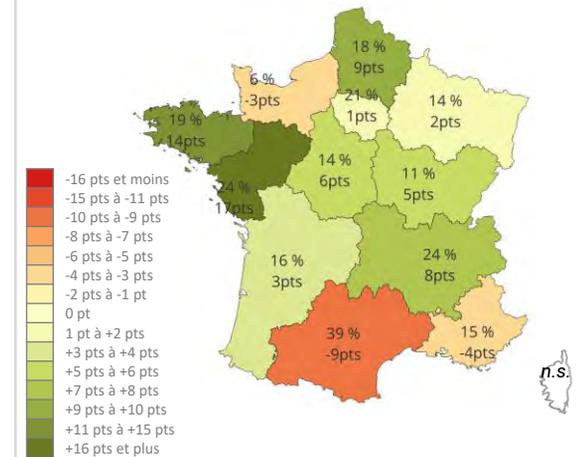
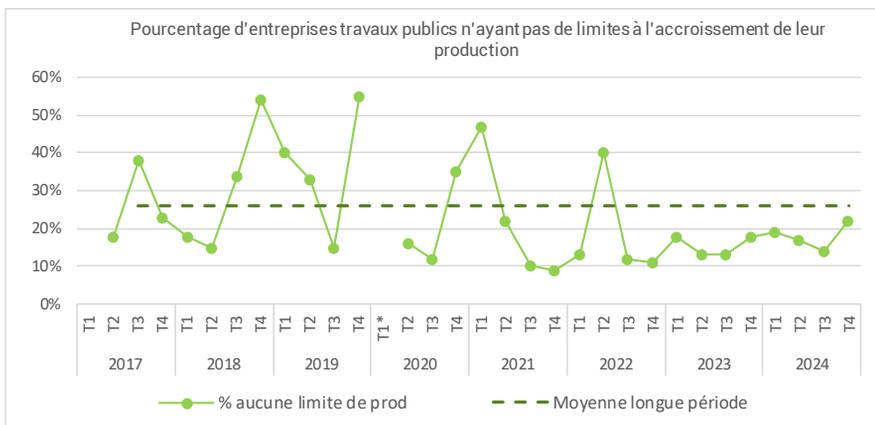
Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	15%	-4 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	59%	+39 pts	▲
Insuffisance en personnel	25%	-29 pts	▼
Contraintes financières	15%	-6 pts	▼
Conditions climatiques	47%	+41 pts	▲
Insuffisance de matériel	1%	0 pts	=
Autres facteurs	0%	-3 pts	▼

85%
DES ENTREPRISES TRAVAUX PUBLICS LIMITÉES DANS LEUR PRODUCTION
 AU 1^{ER} TRIM. 2025

4 pts ▲
 ÉVOL. 1 AN

Pourcentage d'entreprises travaux publics n'ayant aucune limite de production au T1 2025 et évol. par rapport au T1 2024



Des difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics : 85% indiquent en effet encore être limitées dans leur production à fin mars 2025 (en hausse de +4 points sur un an). Les difficultés concernent essentiellement le manque de marchés : près de 60% des entreprises sont concernées, en hausse de +39 points en un an, ainsi que les contraintes climatiques pour 47% des entreprises, en hausse de +41 points en un an. Concernant les autres contraintes (financières, de personnel, de matériel), les difficultés semblent s'amenuiser.

Source :
 Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

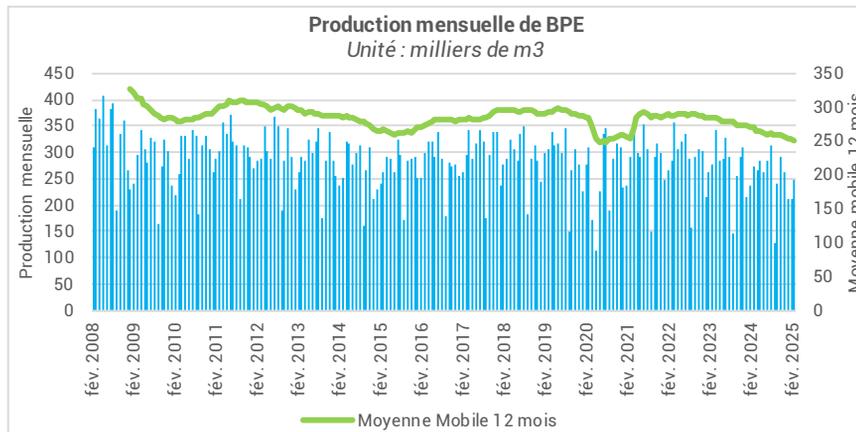
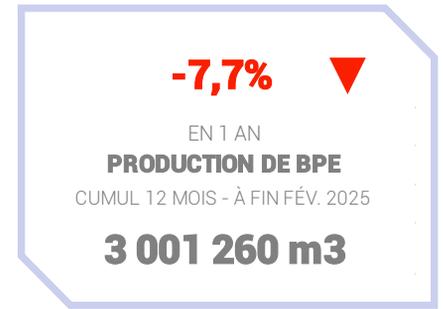




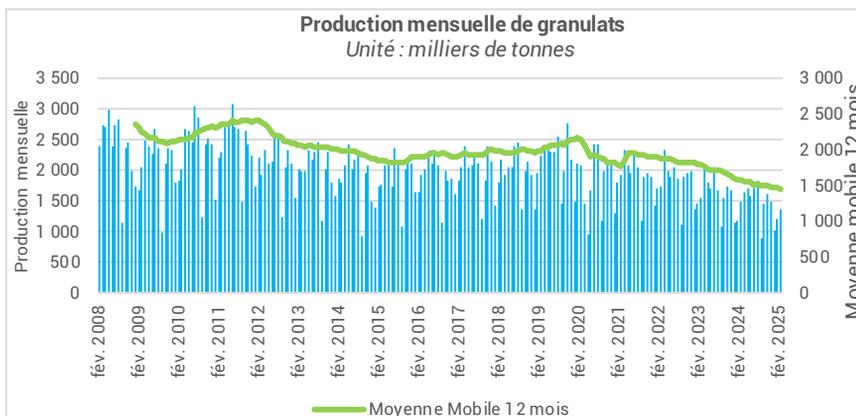
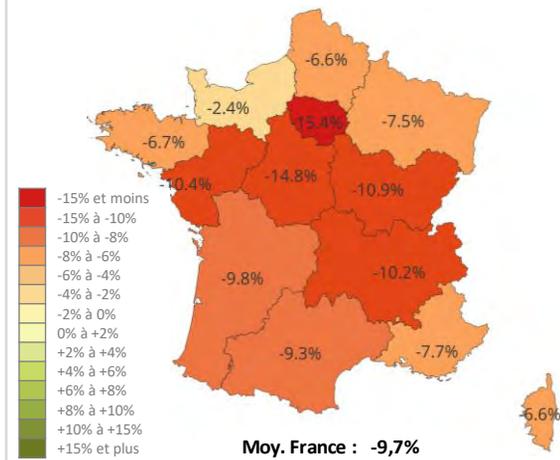
INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

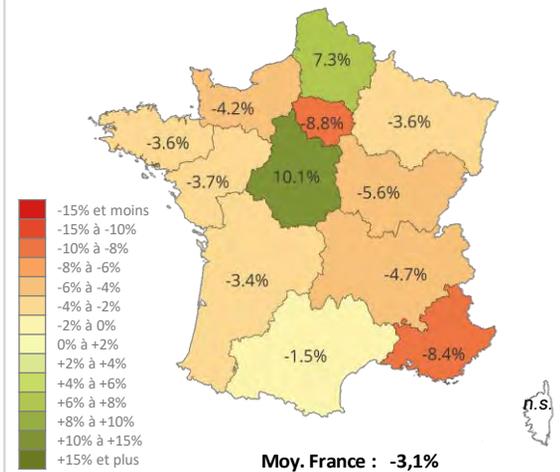
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en fév. 2025	246 420 m3	-10,3%	▼
Prod. de Granulats en fév. 2025	1 357 m3	-9,3%	▼
Production cumul 12 mois			
Production de BPE entre fév. 2024 et fév. 2025	3 001 260 m3	-7,7%	▼
Production de Granulats entre fév. 2024 et fév. 2025	17 480 kt	-8,4%	▼



Production de BPE sur 12 mois glissants à fin fév. 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Production de granulats sur 12 mois glissants à fin fév. 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Alors que le secteur du Bâtiment est en crise, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. La production régionale de BPE continue ainsi de se replier et affiche un volume livré en baisse de -7,7% sur les douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents.

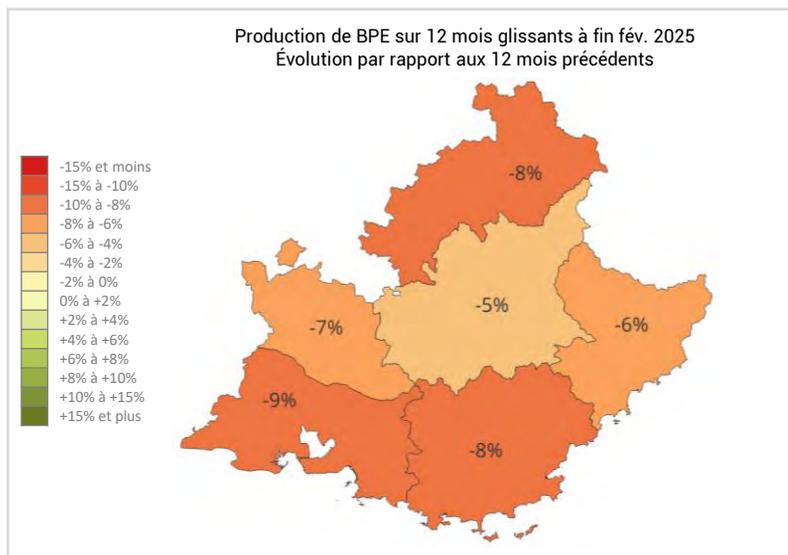
Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -8,4% sur la période mars 2024 à février 2025 par rapport à un an plus tôt. Malgré une activité Travaux Publics globalement positive dans la région, l'activité granulats paie sans doute le ralentissement observé sur le métier de la route et l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

Sources :
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE est en recul dans tous les départements de la région sur les douze derniers mois.

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, la chute est la moins forte de la région (-5%), mais le volume observé reste supérieur au niveau moyen des dix dernières années.

De même dans les **Hautes-Alpes**, où malgré un recul sur 12 mois (-8%), les livraisons de BPE restent au-dessus de leur niveau moyen des dix années précédentes (notamment à la faveur de mises en chantiers de logements neufs dynamiques entre 2022 et 2023).

Dans les **Alpes-Maritimes**, le volume de BPE livré chute de -6% entre mars 2024 et février 2025 par rapport à un an plus tôt, et reste en dessous de son niveau moyen des dix dernières années.

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la production de BPE poursuit sa tendance baissière (-9%), avec un volume livré sur les 12 derniers mois bien en-deçà de sa moyenne depuis dix ans.

Après une activité dynamique en 2021-2022 le département du **Var** enregistre une baisse de la production sur les 12 derniers mois (-8%). Mais on note que le volume de BPE produit sur les 12 derniers mois reste sensiblement identique à son niveau moyen des dix dernières années.

De même en **Vaucluse**, où la production de BPE s'affiche certes en recul sur un an (-7%) mais enregistre un volume sensiblement conforme à ses niveaux moyens des dix années précédentes.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)





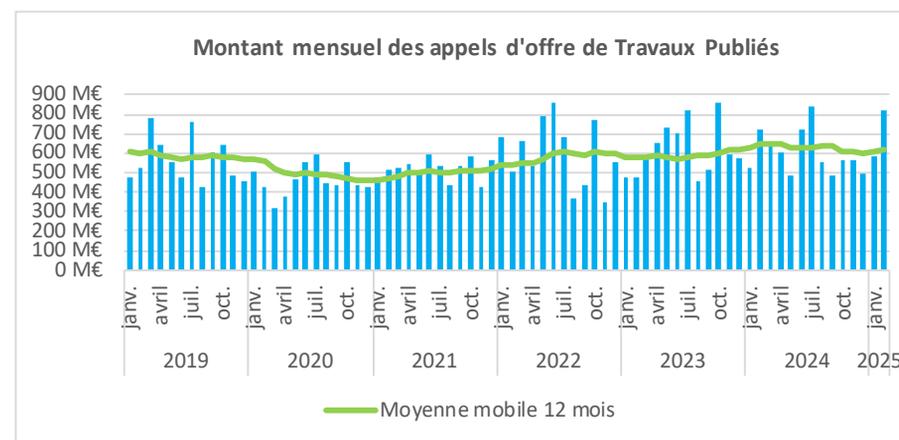
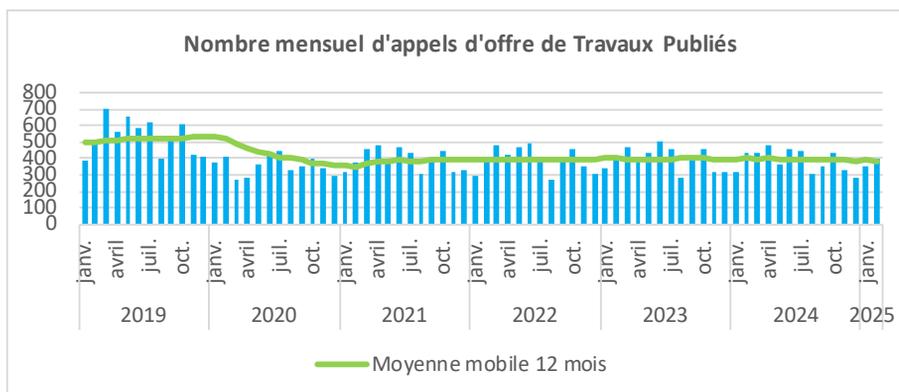
Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à avril 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 680 AO	-3,3%	▼
dont bâtiment*	2 380 AO	-3,9%	▼
dont TP*	1 710 AO	+1,9%	▲
dont pôle local	2 770 AO	+2,1%	▲
dont conseils territoriaux	340 AO	+8,7%	▲
dont Etat	560 AO	-12,2%	▼
dont autres	60 AO	+35,1%	▲

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à avril 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,5 Md€	-3,3%	▼
dont bâtiment*	2,5 Md€	-8,1%	▼
dont TP*	2,7 Md€	+5,7%	▲
dont pôle local	3,5 Md€	-7,4%	▼
dont conseils territoriaux	0,7 Md€	+25,4%	▲
dont Etat	0,9 Md€	-36,7%	▼
dont autres	0,2 Md€	+43,8%	▲



*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



La commande publique recule en volume dans la région : 4 680 appels d'offres de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois (à fin avril 2025), en baisse de -3,3% par rapport à un an plus tôt. Cette baisse est plus visible pour les marchés de Bâtiment (-3,9%) que pour les marchés de Travaux Publics (+1,9%), ce qui marque une inversion de tendance par rapport à 2024. Elle est également plus visible chez l'État (-12,2%) que dans le pôle local (où le nombre d'achats de travaux progresse de nouveau sur un an, à +2,1%), chez les conseils territoriaux (+8,7%) et les grands acheteurs publics (opérateurs publics, bailleurs sociaux, hôpitaux, etc.).

La valeur de la commande publique reflue également sur les 12 derniers mois (-3,3%) du fait d'un mauvais dernier trimestre 2024 (-20% par rapport au 4^{ème} trimestre 2023) marqué par l'incertitude politique (censure du Gouvernement Barnier sans vote de budget) et l'accalmie sur le front de l'inflation (cette dernière a en effet fortement augmenté la valeur des achats publics de travaux entre 2022 et 2023).

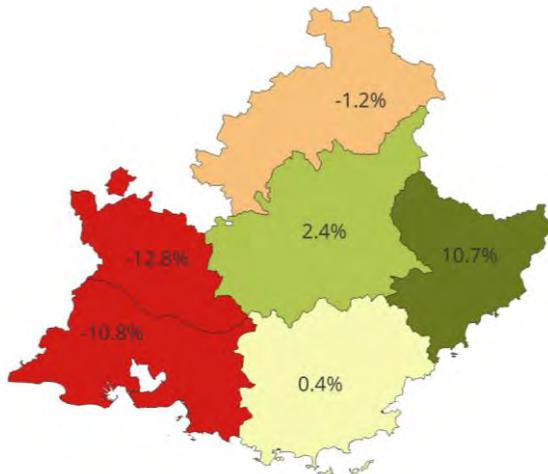
Source : VecteurPlus



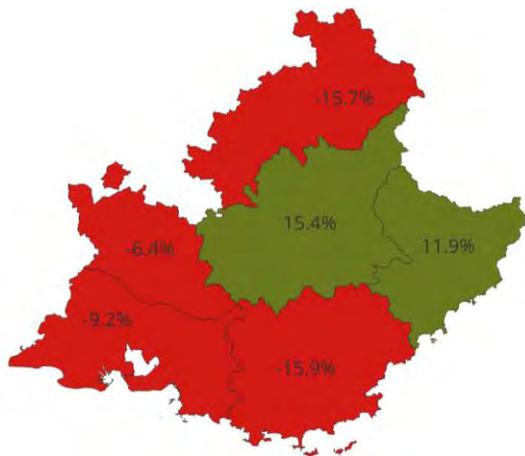
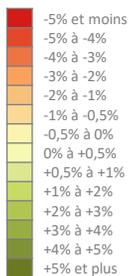


Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin avril 2025 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin avril 2025 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À l'échelle territoriale, le **Vaucluse** affiche à fin avril 2025 une forte baisse de la commande publique (pour des marchés de travaux), en volume (-12,8% de marchés publiés sur un an) comme en valeur (-6,4% du montant attribué).

Le département des **Bouches-du-Rhône** suit la même tendance fortement baissière, puisque les achats publics de travaux reculent en un an de -10,8% en volume et de -9,2% en valeur.

Il en est de même dans les **Hautes-Alpes**, où les marchés publics de travaux affichent un léger recul de -1,2% en volume sur les douze derniers mois par rapport à un an plus tôt, alors que le montant de marchés publiés régresse lui fortement de -15,7% en un an.

Dans le **Var**, le nombre d'achats publics de travaux publiés se maintient depuis un an comparé l'an passé : +0,4%, mais l'enveloppe dédiée à ces achats fond dans le même temps de -15,9%, probablement du fait du lancement de projets moins coûteux.

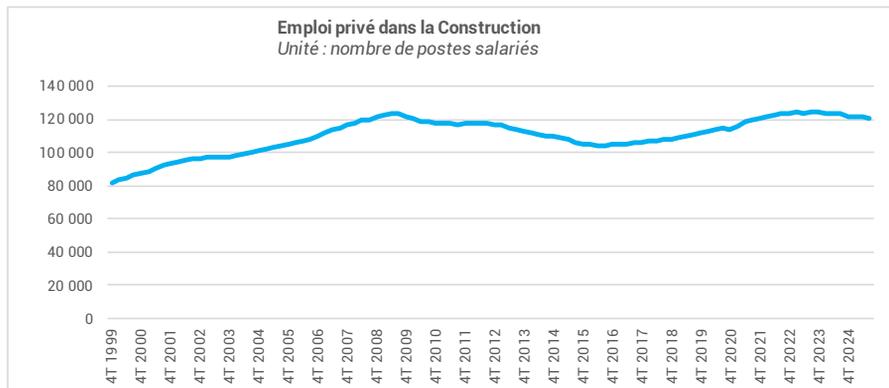
À l'inverse, dans les **Alpes-de-Haute-Provence** ainsi que dans les **Alpes-Maritimes**, le nombre de marchés publiés progresse en volume (respectivement de +2,4 et +10,7% de marchés publiés entre mars 2024 et avril 2025 par rapport à un an plus tôt), faisant grossir les enveloppes des achats de +15,4% dans les Alpes-de-Haute-Provence et +11,9% dans les Alpes-Maritimes.



APPAREIL DE PRODUCTION

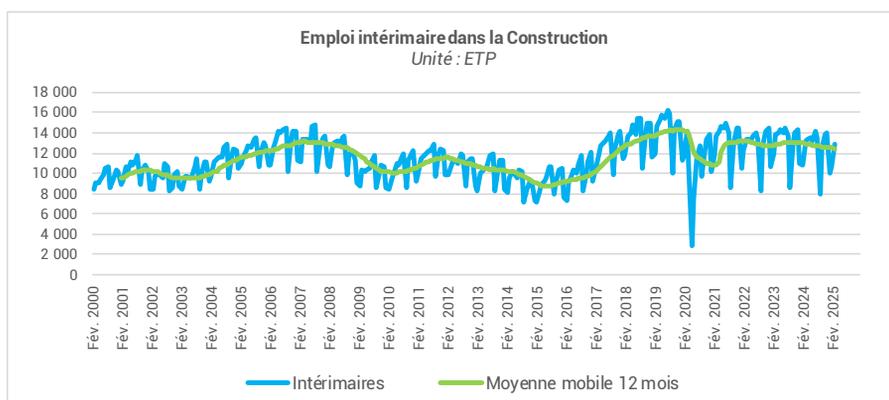
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	120 311 sal.	-2,3%	▼



Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023. Cette légère décroissance s'est poursuivie en 2024 : le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a chuté de -2,3% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Fév. 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Fév. 2025	12 900 ETP	-2,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Fév. 2025	11 212 ETP	-4,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Fév. 2025	12 484 ETP	-3,7%	▼

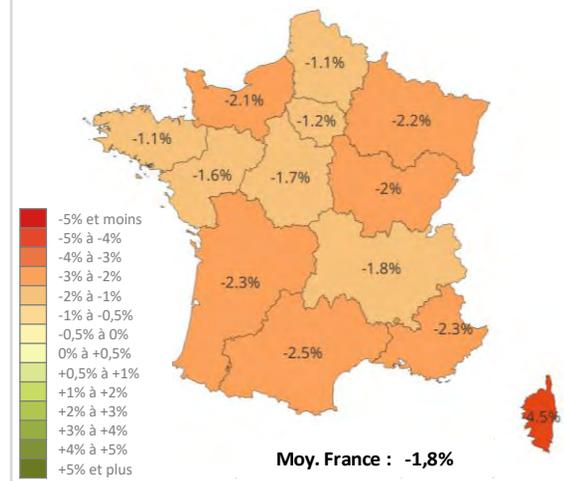


À fin février 2025, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter ; il est moins sollicité par les entreprises de la construction de la région : le nombre moyen d'intérimaires (en ETP) comptabilisé recule de -3,7% par rapport à février 2024, en cumul 12 mois. Cela représente 12 484 ETP.

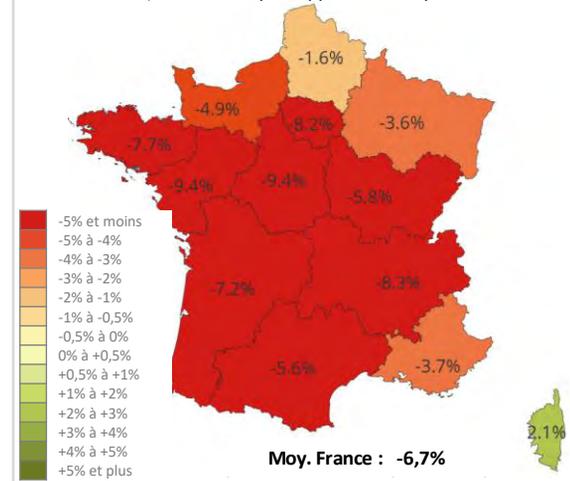
Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Postes salariés dans la Construction à fin déc. 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin fév. 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

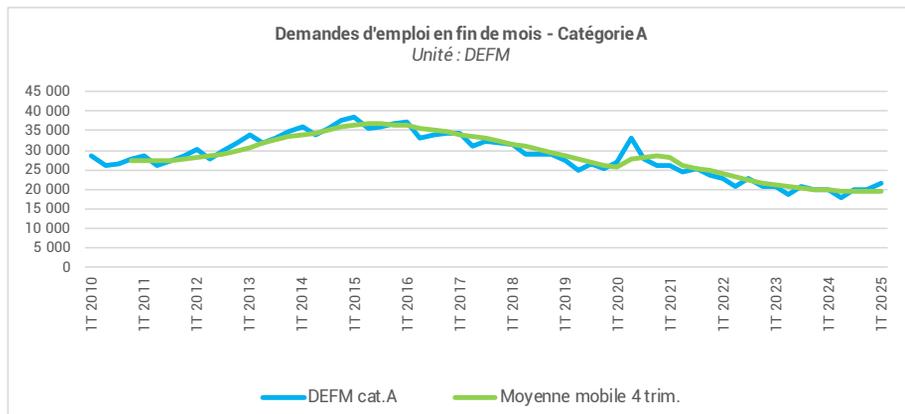




APPAREIL DE PRODUCTION

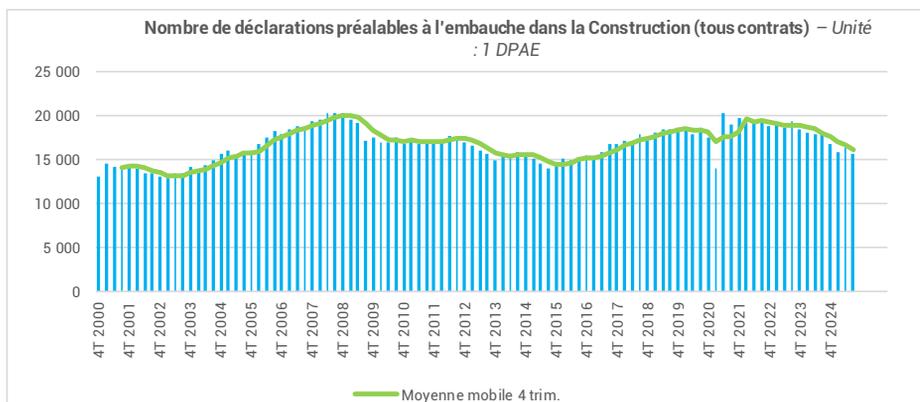
Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	21 500 DEFM	+7,6%	▲
DEFM tous secteurs économiques	299 015 DEFM	+11,9%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,3	▼



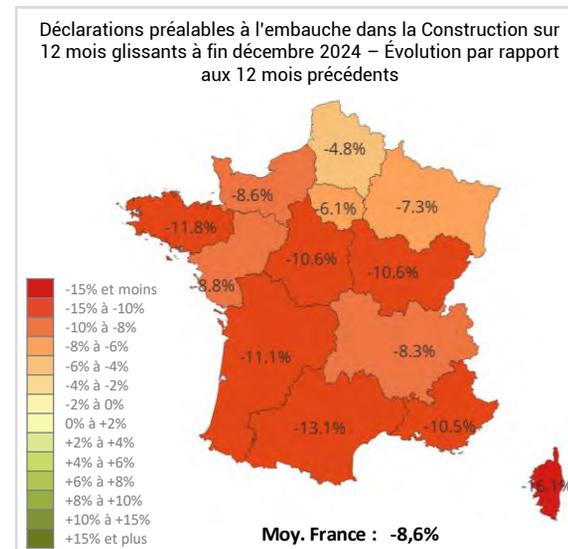
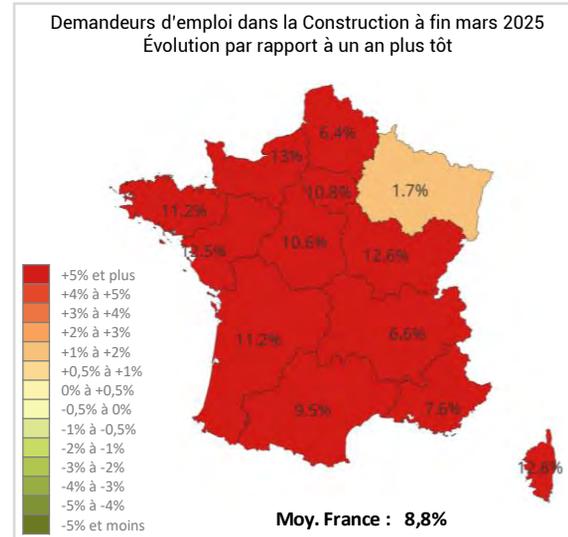
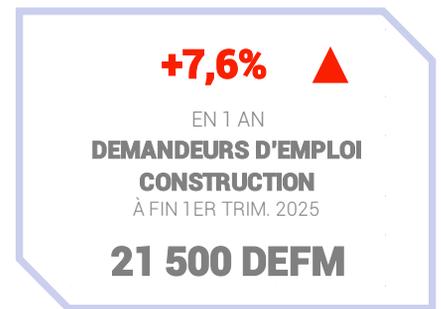
Après des années de baisse continue (depuis la crise covid) et une stabilisation récente, le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction repart fortement à la hausse ce 1^{er} trimestre 2025 : +7,6%. Après des années de résilience, la crise commence à s'observer sur le marché de l'emploi.

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T4 2024 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	64 820 DPAE	-10,5%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	9 000 DPAE	-3,8%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	22 880 DPAE	-13,1%	▼
dont CDI	32 940 DPAE	-10,4%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent le pas dans la Construction : en 2024, les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -10,5% par rapport à 2023 dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité qui s'essouffle, freinant les recrutements et les créations de postes.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

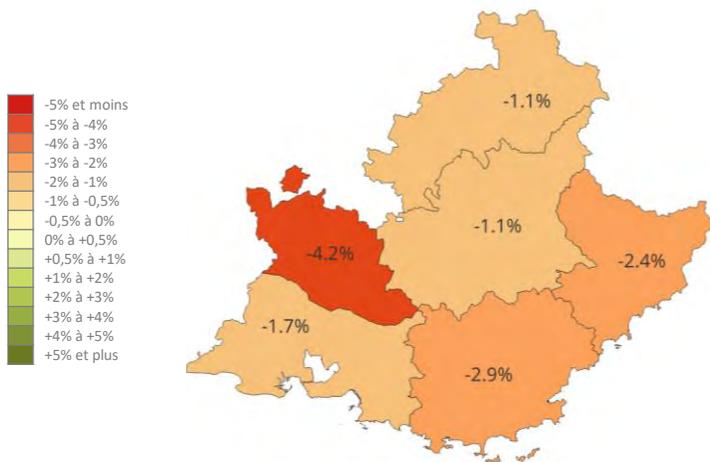
DPAE : URSSAF (données cvs)





Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

Postes salariés dans la Construction à fin décembre 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Dans le département des **Alpes-de-Haute-Provence**, l'emploi salarié ralenti légèrement au 4^{ème} trimestre 2024 (-1,1%). L'emploi intérimaire ralenti de -0,5% (à fin février 2025). Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse (3,7% sur un an à fin mars 2025) mais la tendance reste la plus faible de la région, même si les intentions d'embauches affichent un reflux (-7,2% à fin décembre 2024).

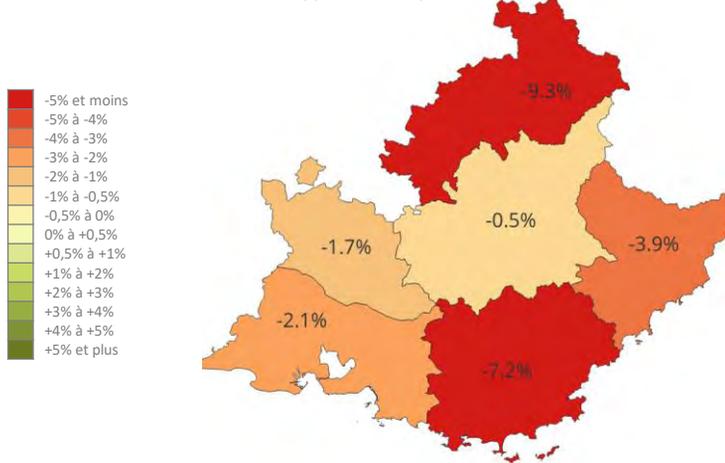
Le département des **Hautes-Alpes** enregistre quant à lui un léger ralentissement de l'emploi-salarié au 4^{ème} trimestre 2024 (-1,1%) et des intentions d'embauches parmi les plus résilientes de la région (-1,6% à fin décembre 2024). La hausse du nombre de demandeurs d'emploi atteint +4,9% à fin mars 2025, alors que l'emploi intérimaire chute fortement (-9,3% à fin février 2025).

Dans les **Bouches-du-Rhône**, l'emploi-salarié ralenti légèrement (-1,7% à fin décembre 2024 par rapport à un an plus tôt), de même que l'emploi intérimaire (-2,1% à fin février 2025) et les embauches (-8,2% à fin décembre 2024), tandis que le nombre de demandeurs d'emploi repart nettement à la hausse (+6,8% à fin mars 2025).

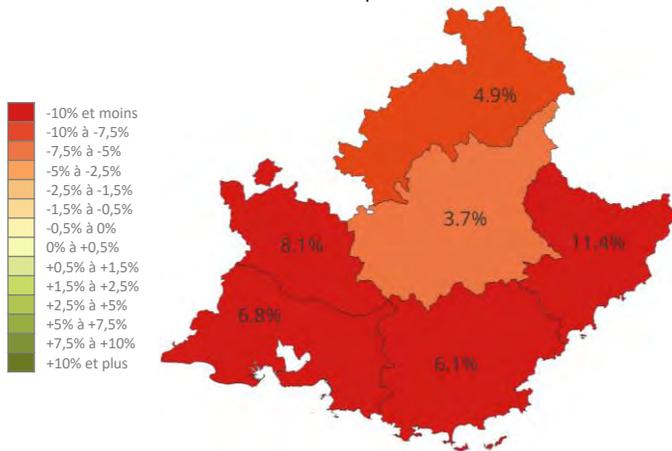
La tendance des indicateurs sont similaires dans les départements du **Var** et des **Alpes-Maritimes**, avec des reculs respectifs de l'emploi salarié de -2,9% et -2,4% à fin décembre 2024 (par rapport à un an plus tôt) et des embauches de -10,7% et -12,8% en un an à fin décembre 2024. À ces indicateurs se conjugue un recul significatif de l'emploi intérimaire (respectivement -7,2% et -3,9% à fin février 2025) et une hausse du nombre de demandeurs d'emploi (respectivement +6,1% et +11,4% à fin mars 2025).

Le **Vaucluse**, enregistre de fortes baisses : l'emploi-salarié au 4^{ème} trimestre 2024 chute de -4,2% et les intentions d'embauches de -17,2% (à fin décembre 2024). La hausse du nombre de demandeurs d'emploi atteint +8,1% à fin mars 2025, alors que l'emploi intérimaire chute de -1,7% à fin février 2025.

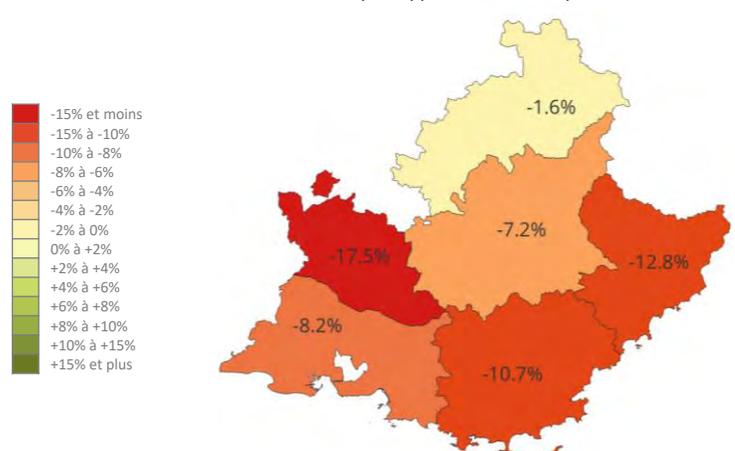
Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin fév. 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin mars 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin décembre 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

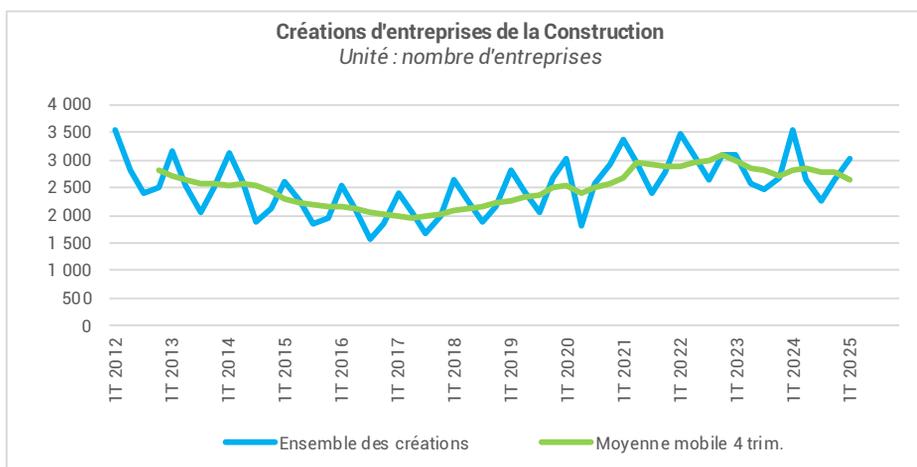
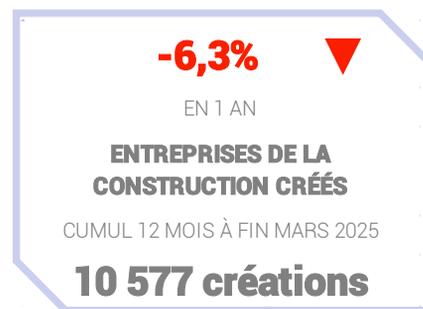




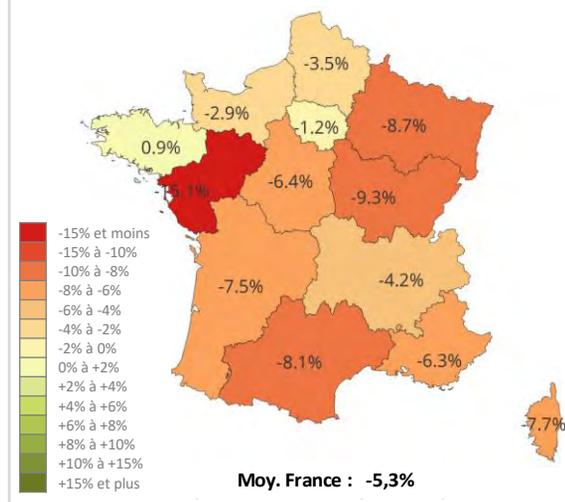
APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1er trim. 2025 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 008 créations	-15,5%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	1 093 créations	-16,4%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	10 577 créations	-6,3%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 792 créations	-7,7%	▼



Créations d'entreprises de la Construction sur douze mois glissants à fin mars 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Après plusieurs années de trajectoires favorables à la création d'entreprises, la tendance s'est inversée en 2023. L'année 2024 a montré un léger regain (même si inférieur aux années 2021 et 2022) alors que le début d'année 2025 n'est pas très encourageant, avec 10 577 créations d'entreprises en cumul 12 mois à fin mars. On est en dessous du volume observé au cours des 12 mois précédents et même de ceux de 2023 (qui approchaient les 12 000 créations).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

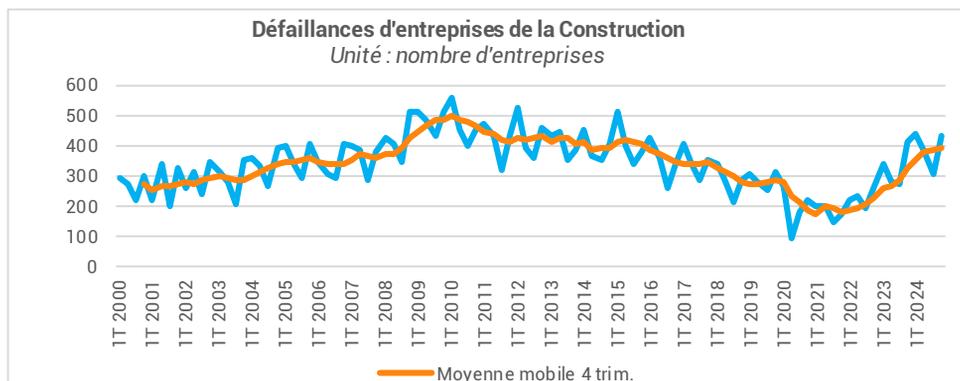
Source : INSEE (données brutes)



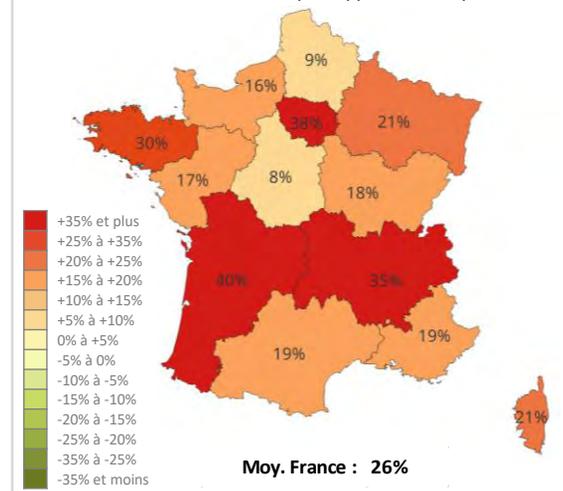


Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4e trim. 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	431 défaillances	+3,4%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 563 défaillances	+19,1%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 148 salariés	-11,7%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 019 salariés	+1,6%	▲



Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin déc. 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023 et se sont poursuivies sur le même rythme en 2024. En 2024, la Banque de France a ainsi recensé plus de 1 560 dossiers d'entreprises de la construction défaillantes dans la région, en hausse de +19,1% comparé à l'année 2023.

Les défaillances augmentent donc nettement en 2024 et s'approchent progressivement des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale. De plus, ces défaillances actuelles touchent un nombre de salariés plus important qu'avant : les 1 563 entreprises de la construction défaillantes mettent ainsi en difficulté près de 4 019 salariés, un volume en hausse de +1,6% en un an et qui se rapproche des niveaux atteints entre 2010 et 2015.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 040 logts	-2,6%	▼
Mises en chantier logements	610 logts	-27,1%	▼
Mise en ventes de logements	120 logts	-50,2%	▼
Réservations de logements	70 logts	-3,9%	▼
Autorisations locaux	76 mill. m ²	+6,5%	▲
Mises en chantier locaux	34 mill. m ²	-23,9%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-12,5%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-12,5%	▼
BPE	130 400 m ³	-5,1%	▼
Nombre Appels Offre publiés	290 AO	+2,4%	▲
Montant Appels Offre publiés	360 M€	+15,4%	▲
Salariés	3 400 sal.	-1,1%	▼
Intérimaires	310 ETP	-5,6%	▼
Dem. d'emplois	701 DEFM	+3,7%	▲

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	3 890 logts	-35,3%	▼
Mises en chantier logements	5 100 logts	+34,9%	▲
Mise en ventes de logements	1 390 logts	+15,7%	▲
Réservations de logements	1 560 logts	-7,7%	▼
Autorisations locaux	355 mill. m ²	+54,7%	▲
Mises en chantier locaux	98 mill. m ²	-16,3%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,5%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,5%	►
BPE	650 470 m ³	-6,3%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 010 AO	+10,7%	▲
Montant Appels Offre publiés	1 920 M€	+11,9%	▲
Salariés	24 566 sal.	-2,4%	▼
Intérimaires	2 099 ETP	-4,1%	▼
Dem. d'emplois	4 507 DEFM	+11,4%	▲

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	6 150 logts	-9,3%	▼
Mises en chantier logements	4 520 logts	-12,2%	▼
Mise en ventes de logements	1 110 logts	-38,7%	▼
Réservations de logements	1 210 logts	-22,7%	▼
Autorisations locaux	403 mill. m ²	+15,1%	▲
Mises en chantier locaux	233 mill. m ²	+24,7%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,1%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,1%	▲
BPE	728 750 m ³	-8,1%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 040 AO	+0,4%	►
Montant Appels Offre publiés	1 430 M€	-15,9%	▼
Salariés	22 967 sal.	-2,9%	▼
Intérimaires	2 092 ETP	-5,0%	▼
Dem. d'emplois	3 907 DEFM	+6,1%	▲

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 450 logts	+39,5%	▲
Mises en chantier logements	1 130 logts	-15,2%	▼
Mise en ventes de logements	390 logts	+83,6%	▲
Réservations de logements	300 logts	+7,1%	▲
Autorisations locaux	61 mill. m ²	-9,7%	▼
Mises en chantier locaux	75 mill. m ²	+48,2%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,6%	▲
BPE	103 370 m ³	-8,0%	▼
Nombre Appels Offre publiés	350 AO	-1,2%	▼
Montant Appels Offre publiés	360 M€	-15,7%	▼
Salariés	3 980 sal.	-1,1%	▼
Intérimaires	495 ETP	-7,0%	▼
Dem. d'emplois	431 DEFM	+4,9%	▲

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	10 760 logts	+23,4%	▲
Mises en chantier logements	8 190 logts	+12,2%	▲
Mise en ventes de logements	1 900 logts	-4,9%	▼
Réservations de logements	2 030 logts	-14,4%	▼
Autorisations locaux	1 232 mill. m ²	+46,7%	▲
Mises en chantier locaux	535 mill. m ²	-11,5%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,3%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,3%	►
BPE	1 029 200 m ³	-8,9%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 440 AO	-10,8%	▼
Montant Appels Offre publiés	2 410 M€	-9,2%	▼
Salariés	52 248 sal.	-1,7%	▼
Intérimaires	5 235 ETP	-3,6%	▼
Dem. d'emplois	9 466 DEFM	+6,8%	▲

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	2 760 logts	-1,9%	▼
Mises en chantier logements	2 090 logts	-25,7%	▼
Mise en ventes de logements	260 logts	-12,3%	▼
Réservations de logements	350 logts	-19,8%	▼
Autorisations locaux	367 mill. m ²	-24,2%	▼
Mises en chantier locaux	198 mill. m ²	-4,6%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,3%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,3%	►
BPE	359 080 m ³	-6,5%	▼
Nombre Appels Offre publiés	520 AO	-12,8%	▼
Montant Appels Offre publiés	660 M€	-6,4%	▼
Salariés	13 150 sal.	-4,2%	▼
Intérimaires	980 ETP	-1,2%	▼
Dem. d'emplois	2 488 DEFM	+8,1%	▲

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)
-SDES, ECLN (données brutes)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
-FNTP/INSEE
-Enquête FRTP/CERC
-UNICEM (données brutes)

-VecteurPlus
-ACOSS-URSSAF (données cvs)
-DARES (données brutes)
-INSEE (données brutes)
-Banque de France (données brutes)

Avec le concours des Membres de la CERC

Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr

